



Les recensions de l'Académie d'octobre 2026¹

Histoire de l'empire colonial chinois : du XVIIe siècle à nos jours / François Joyaux

Éd. Perrin, 2026

Cote : 70.378

Professeur émérite de civilisation de l'Asie du Sud-Est à l'Institut national des langues et civilisations orientales, François Joyaux est l'auteur de nombreux livres sur l'Asie dont *Nam Phuong. La dernière impératrice*, Paris, Perrin, 2019 ; *Nouvelle histoire de l'Indochine française*, Paris, Perrin, 2022 ; *Duy Tan. Un empereur dans la France libre*, Paris, Perrin, 2023. L'objet du livre (prologue p. 9-15) est de démontrer l'existence d'un Empire colonial chinois, généralement ignorée de la plupart des historiens. À cela, il existe trois raisons : en premier lieu, ce n'est pas le caractère ultramarin d'une conquête qui détermine l'existence d'un impérialisme ou d'un colonialisme : au Tibet, au Turkestan ou en Mongolie, la Chine est aussi impérialiste que les Anglais en Inde ou les Français en Indochine.

Deuxième raison, selon les Chinois, la Chine impériale serait un État universel ayant vocation à attirer tous les peuples dans une *Pax sinica*, symbolisée autrefois par le système du tribut. Mais cette vision n'est en rien incompatible avec l'existence d'un empire colonial chinois.

En troisième lieu, les historiens chinois rechignent à remettre en cause la vision impériale traditionnelle, car celle-ci a été reprise à la fois par la République nationaliste et la Chine populaire.

Quatrième raison, il n'est pas concevable que l'une des puissances ayant pris une part décisive à la conférence de Bandung, en 1955, soit considérée comme une puissance impérialiste. Enfin cinquième et dernière raison, le marxisme postule que le colonialisme et l'impérialisme sont des caractéristiques du capitalisme. Néanmoins, aujourd'hui la tendance est de plus en plus à s'interroger sur le passé colonial de la Chine, notamment par comparaison avec l'impérialisme anglais, notamment au Tibet. Comment expliquer en effet le doublement de la superficie de la Chine (jusqu'à plus de 11 millions de km²) sous la dynastie Mandchoue des Qing (1644-1911). Le *state building* de l'État chinois s'opéra donc selon un processus impérialiste dont témoignent les innombrables minorités ethniques éparpillées dans l'ensemble des provinces méridionales.

¹ 

Les recensions de l' [Académie des sciences d'outre-mer](#) sont mises à disposition selon les termes de la licence [Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposée](#).
Cette recension est basée sur un ouvrage disponible à la [bibliothèque de l'académie des science d'outre-mer](#)



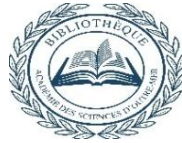
S'il y eut bien volonté des Qing de « construire un État centralisé » (Peter C. Perdue, p. 556 ²), il existe bien « un empire colonial chinois tout comme a existé un empire colonial britannique ou un empire colonial français » (p. 15).

L'introduction du livre comporte, outre son prologue, une partie préliminaire intitulée « Les Mandchous et la Mandchourie » (p. 17-42). Dans ce texte, l'auteur montre bien que ce fut sous une dynastie étrangère « fortement sinisée » que prit forme l'empire colonial chinois d'aujourd'hui. Certes des dynasties antérieures étaient intervenues en Asie centrale : les Han (206 av. J.-C. - 220 apr. J.-C.), notamment sous l'empereur Wudi (v. 141-87 av. J.-C.) ou les Tang (618-907). Cependant la forme moderne de l'impérialisme chinois date bien des Qing, du milieu du XVII^e et surtout, de la fin du XVIII^e siècle. C'est le moment des impérialismes modernes des Hollandais, des Anglais, des Russes ou des Français.

Les Mandchous, anciennement Djurchen, ont déjà régné sur la Chine du Nord à travers la dynastie des Jin (1115-1234), dans le cadre d'un vaste empire couvrant aussi une grande partie de la Mongolie et de la Mandchourie. D'abord éleveurs et chasseurs, leur civilisation diffère fondamentalement de celle de la Chine : leur écriture, créée au XVII^e siècle, dérive de l'écriture mongole, tandis qu'ils adhèrent de plus en plus au bouddhisme tibétain (tantrisme) au détriment du chamanisme. Néanmoins, les contacts sont nombreux entre eux et la dynastie des Ming (1368-1644). Sous l'impulsion de Khan Nurhachi (1559-1624), ils s'unifient, attaquent la grande muraille, fixent leur capitale à Mukden, envahissent par deux fois la Corée (1627, 1636) et lui imposent leur suzeraineté au détriment des Ming, et enfin en 1644, conquièrent Pékin. Vers 1680, ils contrôlent l'ensemble du territoire occupé par les Ming.

Ponctuée par de grands règnes, ceux de Kangxi (1662-1722) et Qianlong (1736-1796), les Qing constituent une dynastie sino-mandchoue, très influencée par les Chinois, mais aussi les Mongols et même les Tibétains. Il existe cependant un impérialisme mandchou « interne » à la Chine des Han à l'égard des minorités telles que les Miaos du Guizhou. Parce que les Mandchous, même peu à peu sinisés, étaient considérés par les Chinois comme des barbares étrangers, l'impérialisme mandchou fut à la fois un impérialisme étranger et chinois dans la mesure où le pouvoir mandchou s'était acculturé. Au temps de la dynastie Mandchoue (1644-1911), la Mandchourie était trois fois plus étendue qu'aujourd'hui où elle se limite aux trois provinces du Liaoning, du Jilin et du Heilongjiang, s'étendant sur une partie de l'actuelle Mongolie intérieure, ainsi que les régions de Vladivostok et au nord de l'Amour, le sud du Kraï russe de Khabarovsk. La Mandchourie fut presque toujours administrée de façon particulière,

² Peter C. Perdue, *China Marches West : The Qing Conquest of Central Eurasia*, Harvard, Harvard University Press, 2010.



avec la volonté d'y interdire l'immigration chinoise et mongole ainsi qu'en Chine même, de distinguer entre Mandchous et Chinois.

Soumise à une pression russe grandissante qui précipita l'entrée des Chinois en Mandchourie, à la fin du XVIII^e siècle, la Mandchourie était déjà plus chinoise que Mandchoue. Consécutivement la dynastie Mandchoue allait vers son effondrement et la Mandchourie vers son intégration à la Chine. Les défaites successives de la Chine en 1895, puis de la Russie en 1904-1905, face au Japon, précipitèrent l'évolution. De fait, le cas mandchou démontrait que les peuples de la périphérie chinoise ne pouvaient résister à la capacité d'absorption de la Chine. C'est ce que démontre la Révolution de 1911 et la proclamation de la République un an plus tard. Sun Yat-Sen croyait en l'existence de races supérieures. En annonçant l'unification des peuples han, mandchou, mongol, hui (musulman) et tibétain, il ralliait la vision impérialiste et colonialiste des Qing afin de construire l'État-nation, à laquelle adhéra l'éphémère État du Mandchoukouo. Même si les communistes chinois proclamèrent, dans leur constitution de 1931, le droit à l'autodétermination des minorités ethniques, ils abandonnèrent dès 1945 et la défaite du Japon, toute référence à l'autodétermination et à l'indépendance, revenant à la vision des Qing. Celle-ci différait de celle des dynasties précédentes : il ne s'agissait plus seulement de se défendre face aux barbares de la périphérie mais de constituer autour de la Chine un authentique empire colonial.

La première partie du livre, sans doute la plus riche et complète, traite du « Tibet, un immense État dans l'Empire colonial chinois » (p. 43-149). Ce dernier constitue « une pièce maîtresse de l'empire colonial chinois » ; État immense, il bénéficie d'une situation géostratégique de premier plan, grâce au contrôle des eaux donnant à la Chine un avantage décisif sur l'Inde. De plus, il bénéficie de ressources minérales nombreuses.

Le chapitre 1 étudie la marche « vers un système colonial au temps de la dynastie mandchoue (1644-1911) » (p. 45-63). De superficie double à la région autonome du Tibet, le Tibet historique recouvre l'aire de diffusion du bouddhisme et de la langue tibétaine. Il comporte trois grandes régions : l'U-Tsang à l'ouest, qui réunit l'U (capitale Lhassa) et le Tsang (capitale Shiga Tsé) ; le Kham, à l'est, peuplé de Tibétains et d'autochtones, aujourd'hui divisé entre la région autonome, le Sichuan et le Yunnan ; l'Amdo, au nord-est, où le fleuve jaune prend sa source et divisé actuellement entre le Gansu, le Sichuan et, surtout, le Qinghai. Ce grand Tibet historique n'a sans doute jamais compté plus de 6,5 millions d'habitants. Si son histoire semble remonter au début du III^e siècle apr. J.-C., la proximité culturelle et religieuse avec la Chine a été longtemps faible.

À partir du XI^e siècle, les grands monastères et leurs abbés jouèrent un rôle grandissant. Parce que les mongols avaient en très grande partie adopté le bouddhisme tibétain, à l'instar de Kubilaï Khan (1215-1294), fondateur de la dynastie des Yuan (1271-1368), se développa, sous cette

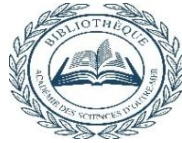


même dynastie, le système de la relation maître religieux - protecteur laïc (*cho-yon*), dont le dalaï-lama constitue, depuis 1578, l'archétype en tant que chef de l'ordre lamaïste *gelugpa* (« bonnets jaunes »), grâce à l'appui des Mongols khoshots (occidentaux), ceux-là l'emportèrent sur l'ordre *kagyupa* (« bonnets rouges ») jusque-là dominants. À l'issue de l'intervention de Gushi Khan, chef des khoshots, en 1645, le 5^e dalaï-lama exerçait désormais une véritable théocratie depuis son palais du Potala. C'est pourquoi les empereurs Mandchous ont souhaité entrer dans la relation *cho-yon*, se convertissant même, tel Qianlong, au bouddhisme tibétain, le Fils du Ciel de la tradition chinoise devenant ainsi le roi universel de la tradition indienne.

Dès 1638, les Mandchous avaient créé un Bureau des affaires frontalières visant à asseoir la domination des mandchous sur les Tibétains et autres peuples frontaliers. Les Dzungars, autre branche des mongols occidentaux ayant envahi le Tibet en 1717, Kangxi y fit intervenir ses troupes, à partir de 1720, le Tibet devint ainsi un protectorat Mandchou, tandis que s'engageait la colonisation des marches sino-tibétaines du Sichuan et du Yunnan, peuplées de nombreux Tibétains. Fils de Kangxi, Yong Zheng (1722-1735) dut à nouveau intervenir au Tibet et exiler le 7^e dalaï-lama dans l'est du Tibet. Cette décision ouvrait la voie au numéro 2 de la hiérarchie *gelugpa*, le panchen-lama, également une réincarnation comme le dalaï-lama et chef de la région du Tsang. Le panchen-lama aurait désormais toujours la faveur du pouvoir central chinois. À l'issue du règne de Yong Zheng, le Tibet était territorialement réduit et soumis au contrôle politique de l'empire mandchou. Suite à de nouveaux troubles survenus en 1750, Qianlong procéda à une répression brutale. En 1751, il remit en place le 7^e dalaï-lama, en charge du Tibet central, sous la supervision d'un conseil ad hoc, confiant le Tibet occidental au panchen-lama. En 1762, le 8^e dalaï-lama fut intronisé par l'empereur lui-même.

Ce renforcement de l'emprise mandchoue s'accompagna du détachement de l'Amdo du Tibet lui-même. Initialement tibétaine, cette région avait accueilli avec le temps de nombreux Chinois et Mongols khoshots, ces derniers s'étant soulevés contre les mandchous en 1723. Ils furent écrasés dès 1724 par Nian Gengyao (1679-1726), déjà vainqueur de la coalition des Mongols et des Tibétains. Il engagea la colonisation de l'Amdo, futur Qinghai, la sédentarisation des nomades tout en poussant les tribus mongoles les unes contre les autres et fit venir de nombreux chinois. S'il fut exécuté pour trahison en 1726, il avait ouvert la voie à une colonisation de longue durée. En 1792, suite à deux invasions successives des forces népalaises, les deux *amban* (représentants de Pékin) et le Bureau des affaires frontalières exercèrent une autorité quasi absolue sur le Tibet. Une monnaie coloniale fut mise en service. Le Tibet constituait donc une partie importante de l'Empire colonial mandchou.

Le chapitre 2 traite de « Décadence mandchoue et quasi-indépendance tibétaine (1796-1911) » (p. 64-78). À partir de cette date, faute de ressources suffisantes, les empereurs Mandchous cessèrent d'accorder la même importance au Tibet. Il en résulta une contestation grandissante du protectorat. En 1841, le Ladakh envahit victorieusement le Tibet. Si le traité consécutif n'eut

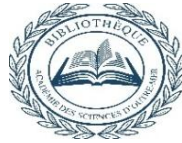


pas d'incidences sur la frontière, les Mandchous furent tenus à l'écart de la négociation. Dès 1856, le scénario se répéta, avec l'invasion du Népal, puis la signature d'un nouveau traité très favorable au Népal, devenu « protecteur » du Tibet. Néanmoins la politique impérialiste des Mandchous se poursuivit. En effet, l'installation au Tibet de Chinois se poursuivait activement, grâce aux garnisons, à la pratique des mariages mixtes, au développement du commerce et aux expéditions de tribut. Certes, il s'ensuivit en 1905 un vaste mouvement de révolte des Tibétains, mais Zhao Erfeng mena à bien une brutale répression de 1906 à 1908. La suzeraineté mandchoue sur le Tibet avait été reconnue par le Royaume-Uni en 1876, à nouveau en 1890 à propos de l'établissement d'un quasi-protectorat anglais sur le Sikkim, en 1893 (Tibet Trade Regulations) et, à nouveau, en 1906. Les troupes britanniques ayant quitté Lhassa en 1908, Zhao Erfeng occupa le Tibet dès 1910, mais fut assassiné au début de l'année suivante par un officier républicain.

En effet, la révolution chinoise de 1911 bouleversa la situation du Tibet (chapitre 3. « La République de Chine face à l'indépendance du Tibet (1911-1949) », p. 79-98). Les événements se précipitèrent : soulèvement de la ville de Wuchang (10 octobre), nomination du gouvernement Yuan Shikai (14 octobre), accession de Sun Yat-Sen à la Présidence de la République proclamée le 1er janvier 1912, abdication de l'empereur Puyi (12 février), démission de Sun Yat-Sen (15 février), remplacé par Yuan Shikai (10 mars), fondation du Guomindang (25 août). Dans ce contexte le Tibet se souleva. Au début de 1913, avec le départ de toutes les troupes et de tous les fonctionnaires chinois, le Tibet était devenu de facto indépendant.

L'abdication de l'Empereur fut peut-être l'élément déterminant. Avec le retour du dalaï-lama en janvier 1913, fut publiée le 14 février suivant une véritable déclaration d'indépendance, qui anticipe sur les « cinq principes » de l'Indonésie indépendante de 1945, voire les « cinq principes de coexistence scientifique » indiens de 1954. Demeuré en fonctions jusqu'à sa mort en 1933, le 13^e dalaï-lama engagea bien, à l'initiative de Tsarong, chef de son armée, et de la Grande-Bretagne, un certain nombre de réformes. À l'initiative des Anglais, fut signée le 3 juillet 1914, la convention de Simla prévoyant une distinction entre deux Tibet distincts : le « Tibet intérieur » recouvrant une grande partie des provinces tibétaines du Kham et de l'Amdo ; le « Tibet extérieur » recouvrant l'essentiel du Tibet central et occidental. La République de Chine n'ayant pas signé la convention, des combats, en 1917 et 1918, opposèrent les forces chinoises et tibétaines.

Ces dernières ayant pris l'avantage, un cessez-le-feu fut signé. En 1927, le gouvernement tibétain tenta sans succès d'entrer à la SDN. L'année suivante Ma Bufang, un seigneur de la guerre musulman du Nord-Ouest, chassa les Tibétains. Dès 1930, ce fut le tour de Liu Wenhui de les chasser du Kham. Face à cette double menace, les Tibétains tentèrent de se rapprocher

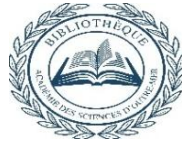


des nationalistes chinois, de la Grande-Bretagne et même de l'Allemagne nazie, mais sans succès.

Durant la première moitié du XX^e siècle, le Qinghai, s'il restait une région de civilisation tibétaine dominée par quelques grands monastères de tradition gelugpa, était peuplé, à côté des tribus tibétaines, de nombreux Mongols et Chinois hui. Dès la fin de la dynastie Qing, à Xining, la capitale, le pouvoir appartenait au général Ma Qi, musulman, demeuré au poste sous les Républicains. Entre 1917 et 1929, il mena une répression féroce envers les Goloks, des nomades tibétains féroceement hostiles aux musulmans. Son fils Ma Bufang lui succéda en 1931, qui, en conflit avec le Tibet et sous la double pression de Tchiang Kai-shek et de la Grande-Bretagne, accepta un cessez-le-feu que lui laissait le contrôle de la plus grande partie du Qinghai. Il conserva le pouvoir jusqu'en 1949, avant de devenir ambassadeur de la République de Chine en Arabie saoudite.

En effet, la République de Chine et le Guomindang reprirent, à l'égard du Tibet, la politique des Qing : « la Chine des cinq races » (Chinois han, mandchou, mongol, musulman hui, tibétains) étant une, l'indépendance du Tibet était inconcevable. En 1928-29, toute la partie du Kham tibétain située à l'est du Yang Tsé fut rattachée à la province du Sikang. En 1930, un conflit armé éclata avec Liu Wenhui, seigneur de la guerre contrôlant le Sichuan. Même si le Tibet parvint, en 1932, à reconquérir la quasi-totalité du Sikang, l'offensive parallèle de Ma Bufang obligea les Tibétains à se retirer définitivement du territoire. Dès les années 1920, la Chine républicaine joua de la rivalité entre le dalaï-lama, symbole de l'indépendance du pays, et le panchen-lama qu'elle soutenait. Cette situation revêtit toute sa gravité lorsque le Tibet perdit tout appui diplomatique britannique avec la décolonisation en Inde, à partir de 1945, puis l'indépendance de l'Union indienne en 1947.

Or la Chine populaire s'aligna sur la vision des nationalistes (Chapitre 4. « Le Tibet colonial intégré à la Chine populaire », p. 99-120). Dans un contexte régional tendu (aide massive aux communistes vietnamiens, négociation d'un traité d'alliance avec l'URSS, tension avec les États-Unis à propos de Taïwan et de la Corée), le nouvel État socialiste se devait de reconquérir rapidement le Tibet. Un conflit militaire de courte durée acheva la victoire totale du PCC le 19 octobre 1950. Le 17 novembre 1950, le dernier intronisé, le 14^e dalaï-lama, âgé seulement de quinze ans. De retour à Lhassa, ce dernier avait reconnu dès le 24 octobre, la souveraineté de la Chine sur le Tibet, formulée par « l'accord sur la libération pacifique du Tibet » en 17 points du 23 mai 1951, négocié entre le général chinois Chang Ching-wu et son homologue tibétain, Ngabo Ngawang Jigme. Certes les communistes promettaient de ne pas mettre en œuvre immédiatement des réformes socialistes, mais, occupant le pays, ils entreprirent dès 1953 une importante réforme agraire, notamment dans les zones extérieures au Tibet. Dès 1952, la démission des deux Premiers ministres tibétains, puis la constitution de 1954 de la Chine populaire mirent fin aux illusions du dalaï-lama. En effet, le Tibet n'était plus un État, mais une



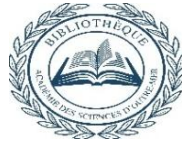
région, à l'égal du Guangxi des Zhuang. La mise en place du régime d'« autonomie régionale » s'effectua de façon progressive entre 1954 et 1965.

Le Tibet était donc totalement isolé, l'Inde et le Royaume-Uni ayant reconnu la RPC, tandis que l'URSS et la Chine nationaliste ne reconnaissaient pas ce même Tibet. L'Inde, de son côté, était confrontée aux deux Pakistan occidental et oriental et souhaitait préserver son ascendant sur le Népal, le Sikkim et le Bhoutan. Le traité sino-indien du 25 avril 1954 aboutissait à une reconnaissance mutuelle de la région autonome du Tibet et à un partage d'influence dans l'Himalaya. Dès 1951-52, un mouvement anticolonialiste tibétain s'affirma, s'accéléralant à partir de 1955, suite aux redistributions de terres et à la sédentarisation progressive des nomades. Face aux révoltes de 1956, les effectifs de l'armée chinoise « de pacification » furent beaucoup augmentés. Tenté de se réfugier en Inde, le dalaï-lama accepta de revenir à Lhassa en 1957. En 1958, une nouvelle révolte provoquée par « le grand bond en avant » donna lieu à une répression sanglante et à la destruction de très nombreux monastères. Autour de Gompo Tashi (1905-1964) se constitua un mouvement nationaliste et anticolonialiste tibétain : le Chushi Gandruk³, mal soutenu par le dalaï-lama.

Le 11 mars 1959, les ministres tibétains favorables à une action directe immédiate dénoncèrent l'accord de 1951 et proclamèrent l'indépendance du Tibet. Ayant proclamé la loi martiale, les Chinois réprimèrent l'insurrection en trois jours (20, 21 et 22 mars 1959) : parmi les millions de victimes de la répression, Tsarong Dzasa (1885-1959), l'un des grands modernisateurs du Tibet et acteur majeur d'une mission de négociation avec les Chinois. Dès le 17 mars 1959, le dalaï-lama avait quitté Lhassa par l'Inde, où il fut accueilli par Nehru le 31 mars et s'installa à Dharamsala dès le 3 avril suivant. 80 000 Tibétains, laïcs et moines, souvent membres des élites. Le cabinet ministériel du dalaï-lama (*Kashag*) fut dissous. Un Comité préparatoire à l'établissement de la région autonome lui fut substitué avec le panchen-lama à sa tête.

Le Tibet se trouvait pris entre indépendance et autonomie (1959-1989) (Chapitre 5, p. 120-135). Désormais, le dalaï-lama apparaissait, jusqu'en 1979, comme le symbole naturel de l'opposition à l'accord de 1951. Néanmoins, avec le temps, à la fois sous l'influence de sa vision propre, des événements survenus en Chine et des luttes de factions à Dharamsala, ses positions évoluèrent vers une « voie médiane » prônant une « autonomie authentique ». Avec la dégradation des rapports sino-indiens (conflit frontalier de 1962), le conflit sino-soviétique, la guerre du Vietnam et la Révolution culturelle, la question tibétaine passa au second rang des préoccupations de la communauté internationale. Entre 1959 et 1979, la politique chinoise de répression s'accrut, notamment à partir de l'adoption, le 1er septembre 1965, du statut de la

³ « Quatre rivières et six montagnes ».



« région autonome » et, surtout quelques mois plus tard, du lancement de la Révolution culturelle. Son bilan au Tibet fut tragique.

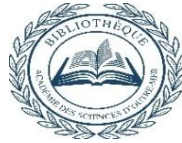
Deux autres facteurs contribuèrent à cette évolution. Les Tibétains étaient désormais dispersés entre de multiples entités administratives (Qinghai, Gansu, Sichuan). De plus, le dalaï-lama défendait une philosophie non violente, qui divergeait de celle du Congrès de la jeunesse tibétaine fondé en 1970. La victoire de la ligne réformiste de Deng Xiaoping semblait ouvrir la voie à la négociation, mais les pourparlers de 1982 et 1984 n'aboutirent pas, décourageant le dalaï-lama de prôner une politique de conciliation. Mais les événements de 1989 et l'échec des réformes promises par Hu Yaobang consacrèrent l'échec de cette ligne.

Le chapitre 6 (« Sans la religion, plus de Tibet ! », p. 136-149) illustre bien le durcissement de la politique chinoise au Tibet. Entre 1992 et 2000, Chen Kuiyuan, premier secrétaire du Parti communiste chinois pour le Tibet, se fixa pour priorité d'éradiquer la culture religieuse du pays et d'y favoriser le développement économique et l'immigration chinoise. Contre la tradition jusqu'ici respectée par les autorités chinoises d'un accord nécessaire du dalaï-lama à la nomination d'un nouveau panchen-lama, il imposa son propre candidat, entraînant une rupture définitive entre la Chine et le dalaï-lama. Certes la période vit un développement soutenu de l'économie tibétaine, mais les flux d'immigration chinois demeurèrent faibles jusqu'en 2000. En fait, la cause tibétaine souffrait beaucoup des divisions du nationalisme tibétain au sein de la diaspora.

Tandis que la politique antireligieuse se poursuivait jusqu'en 2011, les autorités chinoises comptaient sur leurs investissements au Tibet pour y résoudre la question politique et favoriser l'immigration massive. Les résultats furent très décevants, ce que traduisent l'agitation constante et les soulèvements majeurs de 1989 et 2008. À l'extérieur, en 2011, le dalaï-lama se retira de la vie politique au profit du chef du gouvernement tibétain en exil, Lobsang Sangay, qui s'en tint à la « voie médiane » prônée par le dalaï-lama, position reprise par son successeur. Sous Xi Jinping, la dureté de la répression ne se relâcha pas.

Cette politique coloniale chinoise s'appliqua aussi au Turkestan Oriental (Xinjiang) (Deuxième partie. « Turkestan oriental, le colonialisme chinois en pays musulman », p. 151-237). Les méthodes de l'empire colonial étaient les mêmes, mais l'exploitation des ressources naturelles occupait une priorité plus grande qu'ailleurs. En outre, le Turkestan se caractérisait par la diversité plus grande de ses populations et par le clivage entre sa partie occidentale, d'influence principalement russe (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Turkménistan), et celle orientale, dominée par l'influence chinoise.

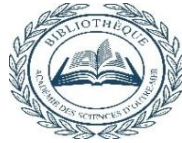
Un point commun avec le Tibet fut « la colonisation du Turkestan oriental par l'Empire mandchou » (Chapitre 7, p. 153-176). Malgré les incursions des Han, puis des Tang, à la veille



de l'accession de la dynastie Mandchoue, l'influence chinoise ne comptait guère dans la région. L'Empire mandchou au contraire engagea une longue guerre, de 1687 à 1757, contre les Dzoungars, nomades adeptes du bouddhisme tibétain. Ayant échoué à les « apaiser par le commerce », l'empereur Qianlong en vint à une politique d'extermination du peuple dzoungar. Telle était l'origine de la dénomination Xinjiang (« Nouvelle frontière »). Le *state building* de Peter C. Perdue s'accompagnait d'un projet de conquête colonialiste. Après le règne de Qianlong, les Mandchous durent faire face à la fois au réveil de l'Islam et à la poussée russe en Asie centrale. Les Mandchous eurent fort à faire avec les musulmans : soulèvements du sultanat du Yunnan (1839, 1845, 1856 à 1873), des Dounganes du Shaanxi et au Gansu (1862-1873). De son côté, le Turkestan oriental connut lui aussi une série de rébellions musulmanes, dont la plus grave fut celle de l'émirat de Kachgarie (1864-1876), soutenue par la Grande-Bretagne et l'Empire ottoman, alors même que la pression russe s'accroissait. La victoire finale des Mandchous n'empêcha pas, en 1895-1896, une seconde révolte des Dounganes et du Gansu, également pilonnée par une répression sanglante.

La révolution d'octobre 1911 divisa les musulmans de l'Ouest chinois : fidèles aux Mandchous du Gansu, ils les massacrèrent au Shaanxi. De profondes divisions opposaient entre eux les Chinois musulmans (les Huihui) et les musulmans turcophones. La clique des Ma offre un bon exemple de colonialisme familial. Ayant réprimé la seconde rébellion des Dounganes, Ma Qi se rallia au régime républicain. Entre 1912 et 1949, la clique des Ma, musulmans (*Huihui*) originaires du Gansu, régna sur le Qinghai, le Gansu et le Ningxia. Au Qinghai, Ma Qi, puis son fils Ma Bufang (1903-1975) imposèrent le régime républicain. Le second fut gouverneur du territoire de 1938 à 1949, se heurtant aux populations tibétaines de la région, avec le soutien plus ou moins convaincu de Tchiang Kaï-chek. S'appuyant sur la confrérie musulmane Yihewani, il lutta contre le salafisme et n'hésita pas à jouer des rivalités internes à la clique des Ma. Ceux-ci eurent à faire face aux partisans de l'Union soviétique, dont Sheng Shicai, un « seigneur de la guerre » qui régna sur le Xinjiang au détriment des Ma de 1933 à 1944. Ayant cherché à se rapprocher du gouvernement nationaliste entre 1942 et 1944 (exécution du frère de Mao Tsé-toung en 1943), il dut rapidement quitter ses fonctions.

La période nationaliste vit la montée en puissance du nationalisme ouïghour. Celui-ci déboucha, en 1933-1934, sur la formation de la première République islamique turque du Turkestan oriental, née autour du bassin du Tarim, mais qui échoua faute de soutien de l'URSS. Après l'expulsion des Soviétiques du Xinjiang en 1942-1943, Sheng Shicai se heurta à l'opposition d'Osman Batur, chef kazakh soutenu par l'URSS. Cette situation ouvrait la voie à la constitution, en novembre 1944, d'une deuxième République du Turkestan, soutenue par l'URSS et reconnue *de facto* par le Guomindang dans sa zone d'influence propre. La situation devenant instable, le Guomindang nomma Massoud Sabri, un Ouïghour, à la tête du Xinjiang, mais il fut mal accueilli par les Soviétiques. S'ensuivit la nomination du Tatar Burhan Shahidi, plus marqué à gauche, qui se rallia au gouvernement communiste chinois et lui ouvrit la voie vers

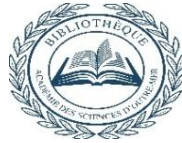


les pays arabes. Le maintien du projet colonial mandchou par la République nationaliste ne put s'effectuer que par la force. En effet, cette même République mena une politique systématique de sinisation. Enfin, la question musulmane à l'ouest de la Chine avait pris une dimension internationale.

Le chapitre 9 s'intitule « D'un colonialisme à l'autre : la Chine populaire au Xinjiang (1949-1989) » (p. 198-217). En 1949, le nouveau régime se heurtait à la résistance des musulmans nationalistes et des Kazakhs et à la présence des Soviétiques. Une fois arrivé au pouvoir, le PCC s'aligna sur les positions des nationalistes. Après avoir battu les troupes nationalistes du général Yulbars Khan et les Kazakhs d'Osman Batour, les communistes chinois conclurent un traité d'alliance avec l'URSS, signé le 14 février 1950. Au Xinjiang, un Ouïgour, Saifuddin Azizi (1915-2003) devint président de la région autonome du Xinjiang en 1955 et secrétaire du parti pour cette même province en 1972. Derrière les concessions de façade, le pouvoir était exercé par les Han. Dès 1950, le gouvernement lançait un grand programme d'immigration étrangère. Il lui fallait faire face à l'agitation récurrente des Ouïgours, durement réprimée, alors même que la RPC apportait son soutien au FLN, puis au GPRA en Algérie. Au Xinjiang, une fois la répression achevée, la gestion de l'autonomie fut confiée à S. Azizi et, jusqu'en 1967, au général Wang Enmao, un ancien de la Longue Marche. La nouvelle politique d'autonomie ne différait guère de celle des nationalistes. En raison de l'attitude de l'URSS, l'autonomie régionale de 1955 s'avéra un échec face au nationalisme des Ouïghours, Kazakhs et autres ethnies turcophones musulmanes.

Avec la révolution culturelle, au contraire de Wang Enmao, secrétaire général du parti depuis 1955, S. Azizi parvint à préserver ses positions. Mais les gardes rouges exercèrent une répression féroce à l'égard des musulmans du Xinjiang, du Gansu et du Ningxia. Elle suscita, avec le soutien de l'URSS, l'apparition, en 1968, du Parti populaire du Turkestan oriental, dont l'action s'affaissa par la suite avec la vigueur du conflit sino-soviétique. Avec l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping, religion et socialisme devinrent compatibles et la vieille écriture arabe des Ouïgours soit rétablie. Mais la politique répressive se poursuivant, le nationalisme musulman ne disparut pas, notamment avec le retour de Wang Enmao. Les troubles se poursuivirent (1980, 1985, 1988, 1989). Ni la politique de libéralisation de Deng Xiaoping, ni celle de répression de Wang Enmao n'étaient venues à bout du nationalisme musulman au Xinjiang.

« Le Xinjiang se situait entre colonialisme et terrorisme (1990-) » (Chapitre 10, p. 218-237). En avril 1990 éclata un grave soulèvement d'agriculteurs près de Kachgar, au Sud du Xinjiang, organisé par le Parti islamique du Turkestan oriental. L'événement survenait au moment où les Républiques de l'Asie centrale soviétique accédaient à l'indépendance (août à décembre 1991) et où l'Afghanistan était en état de guerre. Comme la Chine, la Russie avait eu son empire colonial, désormais décolonisé. Le marxisme n'était donc pas incompatible avec le

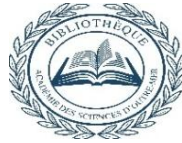


colonialisme. En revanche, le processus de décolonisation s'était produit dans une Russie affaiblie alors que la Chine était en pleine ascension économique. Durant les années 1992 à 2000, les nouveaux États indépendants évoluèrent dans un sens plutôt favorable à la Chine. La Russie souhaitant que la Chine ne prenne pas une place majeure au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan. Le résultat en fut la création, en 1996, du Forum de Shanghai, devenu en 2001, Organisation de coopération de Shanghai par élargissement à l'Ouzbékistan.

Cette évolution favorisa la reprise d'actions terroristes, à une époque caractérisée par la montée de l'islam radical : attentat du Nouvel An chinois de février 1992 à Urumchi, attentats dans le Sud du Xinjiang entre juin et septembre 1993, émeute de Khotan en juillet 1995, attentat d'Urumchi de février 1997. En dépit de cette situation, la multiplication des mouvements extérieurs de soutien à la cause ouïghour desservait celle-ci. À partir des attentats du 11 septembre 2001, Pékin put intensifier sa répression contre le nationalisme et le séparatisme musulmans, principalement ouïghours, sous couvert de lutte contre le terrorisme islamique international. La Chine obtint un premier succès contre le chef du Parti islamique du Turkestan, éliminé au Pakistan en 2003. Cette même année, elle publia la liste de quatre mouvements terroristes.

Il s'agissait de neutraliser les activités terroristes au Xinjiang et de discréditer les opposants réfugiés en Occident. Tout en menant une répression massive, la Chine misait sur le développement économique : depuis 2000, le Xinjiang était intégré dans le programme de développement du Grand Ouest. Ce programme eut des résultats positifs en matière d'infrastructures, de production et de niveau de vie. Ce furent surtout les Chinois immigrés qui profitèrent de ce développement. L'autre composante de cette politique était l'immigration de Chinois han. Elle donna des résultats significatifs : la proportion de Chinois au Xinjiang n'était que de 7 % en 1949-50, mais de 40 % en 2000. La crise du Xinjiang s'internationalisait, avec la constitution d'un gouvernement en exil du Turkestan oriental et d'un Congrès mondial des Ouïghours (en 2004), classé comme organisation terroriste par la Chine.

L'accession au pouvoir de Xi Jinping ouvrit une période particulièrement dure. Le Parti islamique du Pakistan, proche d'Al-Qaïda, continuait d'organiser des émeutes et des attentats. En 2013, ayant appelé au *djihad* en Syrie, 3000 à 5000 Ouïghours s'y rendirent pour combattre. En 2018, la Chine envoya des forces spéciales pour seconder les troupes syriennes. Xi Jinping précisa, en 2015, les axes de sa politique pour la région autonome : sinisation de la religion et répression accrue. Au premier volet, contribuèrent l'investissement dans l'éducation, la lutte contre « l'arabisation, la séoudisation et la halalisation » et la suppression de l'usage de la langue ouïgoure. Au second ressortit la politique menée par Chen Quanguo, marquée par la multiplication des moyens de surveillance les plus sophistiqués et des camps de rééducation. Selon le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU, entre 2017 et 2020, ces camps concernaient 10 % à 20 % de la population musulmane adulte, soit 1,5 à 3 millions de détenus.



F. Joyaux applique la même grille d'analyse à « la Mongolie du Sud, un reliquat d'empire colonial » (Partie 3, p. 239-285). Pour les Chinois, les Mongols furent toujours considérés comme des barbares dangereux. Ils avaient conquis et dominé la Chine sous la dynastie des Yuan (1271-1368). Contre eux et les Mandchous, les Ming édifièrent le principal segment de la Grande Muraille. Les Mandchous décidèrent de conquérir toute la Mongolie, et de « l'inclure dans leur empire colonial pour mieux s'en protéger » (p. 239). La chute de l'empire Qing entraîna l'indépendance de la Mongolie et sa partition entre une Mongolie Extérieure (qui perdura) et une Mongolie Intérieure rattachée à la Chine, sous forme de région autonome. Le chapitre 11 revient sur « la colonisation de la Mongolie par les Mandchous » (p. 241-254). Comme au Tibet ou au Turkestan, les Mandchous passèrent d'une politique d'endiguement à une autre de conquête. Les Mongols sont constitués d'une immense majorité de bouddhistes lamaïstes, comme au Tibet, et de musulmans sunnites (Dongxiang du Gansu et du Xinjiang). L'on distingue aussi les Mongols occidentaux (Bouriates, Kalmouks, Oïrats, Dzungars) en ex-URSS, et les Mongols orientaux (Khalkhas et Tchakhars). Enfin il existe un clivage linguistique : le mongol *khalkha* en Mongolie Extérieure, le *tchakhar* en Mongolie Intérieure.

Au XVI^e siècle, les Mongols se convertirent massivement au bouddhisme lamaïste tibétain (*gelugpa*), sans abandonner totalement le chamanisme. Depuis la dislocation du grand empire de Gengis Khan, de nombreux khans rivaux échouèrent à le restaurer. Certains, comme les Tchakhars, se rallièrent aux Mandchous. Adeptes du lamaïsme tibétain, Shunzi, le premier empereur Qing, visa, à partir de 1652, à fédérer tous les bouddhistes *gelugpa*, mais il se heurtait aux Khalkhas et aux Dzungars.

Jusqu'en 1686-1688, les Mandchous pratiquèrent la diplomatie. Galdan (1644-1697). Khan de Dzungarie, entreprit, à partir de 1671, de conquérir le Turkestan oriental avec l'appui des Russes. L'empereur Kangxi passa à l'offensive : signature d'un traité de paix avec les Russes en 1689 et tenue d'une expédition contre Galdan ; obtention, en 1691, de la soumission totale des Khalkhas ; victoire sur Galdan en 1696. Ensuite, y compris sous le règne de Yong Zheng, la situation se stabilisa jusqu'en 1729, date d'une défaite des Mandchous face aux Dzungars et l'ouverture de négociations menées à leur terme en 1739 sous Qianlong. Ce dernier finit par lancer une offensive contre la Dzungarie en 1754-1757, qui tourna au génocide. Soumise à un étroit contrôle militaire, la Mongolie fut réorganisée territorialement et administrativement. Mais, après Qianlong, si le commerce et l'immigration chinoise se développaient, le pouvoir des Mandchous allait en s'affaiblissant. À la fin du XIX^e siècle se produisit un renouveau de l'agitation nationaliste, qu'encourageait la pression grandissante de la Russie.

Ainsi s'expliquait « L'impuissance de la Chine républicaine face aux indépendances mongoles » (Chapitre 12, p. 255-270). La révolution chinoise de 1911-1912 entraîna aussitôt celle de la Mongolie, où s'établit une monarchie lamaïste indépendante. Le 1^{er} décembre 1911, la Mongolie Extérieure proclama son indépendance, avec pour souverain Bogdo Khan

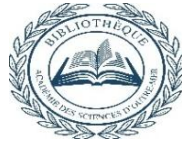


(1911-1924) et grâce à la protection russe. En 1915, un accord russo-chinois le 25 mai aboutit à une neutralisation de la Mongolie Extérieure. Au lendemain de la Révolution russe, en 1919, la République chinoise réoccupa le Khanat, sous l'impulsion du général Xu Shuzeng, un seigneur de la guerre. Mais le baron Ungern, général de l'armée impériale russe, à la tête de son armée personnelle, de recrutement disparate (Russes blancs, Cosaques, Bouriates, Mongols, etc.), chassa les Chinois d'Ourga (Oulan-Bator) et rétablit Bogdo Khan en janvier-février 1921. En juin de la même année, les bolchéviques s'emparèrent de la Mongolie, exécutèrent Ungern et constituèrent un gouvernement révolutionnaire. Le 5 novembre, ce dernier conclut un traité avec la Russie soviétique. En 1924, naquit la République populaire de Mongolie, qui survécut jusqu'en 1992 grâce à Moscou.

Sa création s'accompagna, dès 1921, de celle des Républiques populaires de Tannou-Touva (puis Touva), puis, en 1923, de Bouriatie. Les Soviétiques éliminèrent de nombreuses personnalités nationalistes, collectivisèrent terres et troupeaux à partir de 1932, point de départ d'une vaste campagne contre le lamaïsme, les moines et les monastères. Cette campagne conduisit à l'exécution en 1937, de Genden, chef du gouvernement mongol, qui s'y opposait. Les années 1937-1939 virent l'institution de la « Grande Terreur ». 1939 en constitue l'apogée avec l'exécution du chef du gouvernement et du secrétaire général du Parti. Seuls deux monastères sur 1050 ont échappé à la destruction, tandis que 13680 moines ont été exécutés et 70000 sont défroqués. En 1945, l'URSS occupait ainsi une partie de la Mongolie-Intérieure, y soutenant le PCC contre le Japon. Le 14 août 1945 elle conclut un traité d'amitié et d'alliance avec le gouvernement de Tchang Kaï-chek, qui reconnut alors l'indépendance de la Mongolie-Extérieure.

Entre 1912 et 1946, la souveraineté de la Chine sur la Mongolie-Intérieure fut remise en cause. En 1914, la République de Chine divisa le territoire en quatre entités : région du Ningxia, districts spéciaux (puis, en 1928, provinces) du Suiyuan, du Tchahar et du Jehol. Mais sa domination se trouvait contestée, à l'intérieur, par le prince De (1902-1966) et, à l'extérieur, par les Japonais. Ayant créé, dès 1932, l'État du Mandchoukouo, ils annexèrent le Jehol et une partie du Tchahar. Ils s'entendirent, dès 1936, avec le prince De, qui proclama un an plus tard l'indépendance de la Mongolie-Intérieure. En 1945, suite à la défaite japonaise et avec l'appui américain, les nationalistes reprirent la Mongolie-Intérieure, complètement aux mains des communistes chinois en 1949.

Dès 1947, le PCC établit un gouvernement autonome de Mongolie-Intérieure. Sa mise en œuvre, à partir de 1949, fut le fait d'Ulanfu (1906-1988), Mongol très sinisé devenu, dès 1954-1955, secrétaire général du Parti pour la région et président de l'université de Hohhot, la capitale, dès sa création en 1957. Jouant un rôle essentiel dans les relations Pékin-Oulan Bator, il demeura en fonctions jusqu'en 1966, date de sa mise en cause par les Gardes rouges. Il créa une dynastie, puisque son fils, Buhe, présida la Mongolie-Intérieure de 1982 à 1993. Sous son



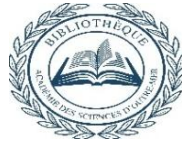
impulsion, la Mongolie-Intérieure devint un territoire de 1,180 millions de km² peuplée de plus de 6 millions d'habitants. Le 14 février 1950 le traité d'alliance Chine-URSS reconnut l'indépendance de la Mongolie-Extérieure. Jusqu'en 1958, Ulanfu appliqua les orientations du PCC. À partir du lancement du Grand Bond en Avant, en 1957, il s'efforça d'en limiter les effets dévastateurs tout en ménageant l'URSS.

La Révolution culturelle constitua le paroxysme du colonialisme chinois. Ulanfu était sous le feu des critiques de la « Bande des Quatre » et de modérés tels que Deng Xiaoping. S'il échappa à la mort, il le dut à Zhou Enlai et, plus tard, à sa réhabilitation par ce même Deng Xiaoping. Son remplaçant, le général Teng Haiqing, de 1966 à 1969, se livra aux pires atrocités (au moins 16 222 décès). En outre, en 1969, le territoire de la Région autonome fut amputé au profit des provinces adjacentes du Gansu, Liaoning, Jilin et Heilongjiang et de la région autonome du Ningxia. Elles ne lui seraient restituées qu'en 1979. Après sa réhabilitation, Ulanfu accéda aux fonctions de Vice-Président de la RPC.

Depuis 1949, il y eut toujours un mouvement identitaire et indépendantiste, mais il fut relancé par la Révolution culturelle. Pourtant les Mongols n'étaient qu'une petite minorité. L'effondrement de l'URSS en 1991 avait conduit à ce que la Mongolie-Extérieure se mue en République de Mongolie. Par ailleurs, la politique « réforme et ouverture » de Deng Xiaoping vit s'accélérer le développement économique de la Mongolie-Intérieure et s'accélérer l'immigration chinoise. Cette immigration massive suscita une agitation permanente, notamment de la part des indépendantistes de l'étranger, mais aux conséquences limitées. En 2011, cependant, éclatèrent des manifestations de grande ampleur de la part des Mongols opposés à la sinisation systématique.

Depuis 1992, la Chine Populaire devait tenir compte de l'existence d'une République de Mongolie à l'idéologie opposée à la sienne. Avec Xi Jinping, il fallait oublier les Mongols en tant que peuple et civilisation. En Septembre 2020, en Mongolie-Intérieure, tous les enseignements encore dispensés en langue mongole le furent désormais en chinois. Gengis Khan étant redevenu le héros national en République de Mongolie, il était quasiment passé sous silence. Il en allait de même de la liberté religieuse : retour du bouddhisme et visite du dalaï-lama en 2016 en République de Mongolie ; lutte antibouddhique systématique en Mongolie-Intérieure. En dépit de la signature en 1994, d'un traité d'amitié et de coopération entre la Chine et la République de Mongolie, la crainte subsistait en Chine, que cette même République de Mongolie cristallise autour d'elle un mouvement pan-mongol.

Dans la dernière partie du livre, de manière moins convaincante, F. Joyaux pose la question « Vers un empire semi-colonial chinois d'outre-mer ? » (Partie 4, p. 287-353 p. 289-306). Si les Mandchous développèrent leur empire colonial vers l'Asie centrale, en revanche ils ne s'intéressèrent que très peu et tardivement à la construction d'une marine océanique. Même si



la Chine disposait d'une immense façade maritime et d'excellents sites portuaires, il fallut attendre Deng Xiaoping pour que la Chine se dote d'une véritable politique de la mer et développe des ambitions internationales en ce domaine. En effet, en 1976, à la mort de Mao-Tsé-toung, la Chine comptait peu en matière de commerce maritime et de force navale (chapitre 14 « La Chine, la mer et l'outre-mer. »)

Il existait pourtant des traditions maritimes anciennes. Sous les Han, la Chine exportait déjà vers les mers du Sud et l'Inde, via des navires étrangers. De même, sous les Tang, il y eut une réelle activité commerciale maritime. La puissance maritime chinoise commença vraiment à s'affirmer sous les Song (960-1279). Ils introduisirent des innovations majeures. Ils s'imposent comme une superpuissance maritime naviguant vers l'Inde et le Golfe Persique à partir de Quanzhou (Fujian). L'accession au pouvoir des Mongols (1271-1368) ralentit l'essor, même si Kubilaï se dota d'une flotte de guerre puissante.

Sous les Ming (1368-1644), le développement maritime reprit avec les sept expéditions de Zeng He (1371-1433/1435), en direction de Java, de l'Inde, d'Ormuz, d'Aden, de Djeddah et de Mogadiscio. Elles visaient à des objectifs commerciaux, mais aussi politiques, faire reconnaître la suzeraineté de la Chine. Ces expéditions n'étaient pas uniquement pacifiques, comme le montre l'occupation militaire du Viêt-Nam de 1406 à 1427. Il y avait donc bien des similitudes avec les objectifs de Jean I^{er} et d'Henri le Navigateur, rois du Portugal, mais la tentative fit long feu. À partir de 1431, les Ming se contentèrent de gérer le commerce et les tributs, qui diminuaient avec le temps. Dans le dispositif chinois, Canton (Guangzhou) joua un rôle majeur pour la « route maritime de la soie » du VIII^e siècle à nos jours, même lorsqu'en 1715, ce port devint pour les commerçants européens la seule porte d'entrée de leurs marchandises en Chine.

Sous la dynastie des Mandchous, la dominante continentale l'emporta : hostilité à une émigration, à une diaspora chinoise, longtemps restée favorable aux Ming, absence de soutien à celle-ci, et opposition aux missionnaires catholiques et aux diplomates européens. À partir du milieu du XIX^e siècle cependant, la situation se modifia avec les guerres de l'Opium (1839-1842, 1856-60), les Occidentaux arrachèrent des territoires à bail. Malgré les ambitions navales de Li Hongzhang (1823-1901), dont la China Merchant Steam Navigation Company, jamais l'empire Qing ne posséda de marines marchandes et militaires dignes de ce nom. En revanche la période vit s'accélérer l'émigration chinoise. Malgré Sun Yat-sen, jamais la République ne put mettre en œuvre une politique maritime. Il en fut de même de la Chine populaire jusqu'à l'accession au pouvoir de Deng Xiaoping.

Depuis 1978, la Chine a opté pour une grande politique maritime et navale. Depuis 2014, la Chine est devenue la première puissance halieutique mondiale. Il en allait de même en matière de flotte commerciale. Les progrès de la Chine furent étonnants : 26^e flotte de commerce mondiale en 1961, 18^e en 1976, 3^e en 2019, 1^{ère} en 2023, grâce à de puissantes compagnies



telles que Cosco Shipping. Elle s'est affirmée sur le plan militaire. Sous l'impulsion de l'amiral Liu Huaqing (1916-2011), la Chine a défini une stratégie ambitieuse, calquée sur celle des États-Unis, reposant sur trois étapes : 2000 - contrôle de la « première chaîne d'îles » (mer de Chine Sud face à Taïwan et au Japon) ; 2020 - extension jusqu'à la « deuxième chaîne » (Nouvelle Guinée, Guam, Japon) ; 2050 - capacité d'intervenir dans le monde entier. Si la deuxième phase n'a pas été atteinte, cela est dû à la priorité donnée à la « route maritime de la soie ». Néanmoins, en 2019, la Chine avait constitué la deuxième flotte de guerre mondiale, avec de fortes capacités d'intervention.

La première étape du plan a consisté à se réapproprier le contrôle des « eaux vertes » (chapitre 15 « Le domaine maritime et la première chaîne d'îles », p. 306-327). Dès les années 1930, la République de Chine avait revendiqué sa souveraineté sur la mer de Chine du Sud. Cette revendication fut reprise à son compte par la RPC dès 1952, de façon symétrique avec Taïwan. Le conflit entre les deux « Chine » conduisit alors la RPC à inclure Taïwan dans sa zone de contrôle. Cette politique conduisit la Chine populaire à s'implanter à Hainan une gigantesque base navale, incluant celle de sous-marins lanceurs d'engins (SNLE) de Longpo, mais aussi à militariser l'archipel des îles Paracels et les Spratleys. Sur le plan économique, la Chine mettait au le contrôle des réserves de pétrole et de gaz, notamment autour des Spratleys. Bien qu'ayant adhéré en 1996, à la Convention de l'ONU sur le droit de la mer, elle a refusé en 2016 l'avis de la Cour internationale de justice de La Haye rejetant ses « droits historiques » sur la mer de Chine du Sud. Elle se trouve ainsi en conflit avec les Philippines, Brunei, la Malaisie, l'Indonésie, le Viêt-Nam et Taïwan. En résultant des incidents militaires soit entre flottes de pêcheurs et forces navales, soit autour de plates-formes de forage pétrolier.

Hainan, ancienne dépendance coloniale « libérée » est devenue base stratégique. Peuplée à l'origine par des autochtones, les Li, de pratique animiste, l'île a attiré une immigration chinoise cantonnée dans le Nord de l'île. convoitée par les puissances coloniales, notamment la France, l'île fut occupée par les Japonais, bien accueillis par les Li. En 1949, une partie des troupes nationalistes s'y réfugia, d'où une véritable guerre avec les communistes en avril-mai 1950. À cette date Hainan fut rattachée à la province du Guangdong avant de devenir, en 1988, une province de plein exercice et une zone économique spéciale. Depuis 2016, y a été ouverte une base de lancement de fusées spatiales.

« Taïwan une colonie de peuplement en quête de totale indépendance » (p. 316). F. Joyaux revient sur une histoire bien connue aujourd'hui : un peuplement pluri millénaire par des autochtones austronésiens, éclatés entre de nombreux groupes ethniques, l'intérêt précoce, dès le XVI^e siècle des Européens, d'abord les Portugais, puis les Hollandais, les Espagnols, le caractère tardif de l'immigration chinoise, la geste de Koxinga et de ses descendants, restés fidèles aux Ming, la conquête de l'île par les Mandchous en 1688, leurs réticences face à l'implantation chinoise, les visées de la France sur l'île, devenue province chinoise en 1885



seulement, la conquête japonaise en 1895, le retour de l'île à la Chine en 1945, les affrontements violents de 1947 entre les nationalistes et la population taïwanaise, le repli de Tchang Kaï-chek et le maintien de la République de Chine à l'ONU jusqu'en 1971, la reconnaissance de la Chine populaire par les États-Unis en 1978 et la fin du traité de sécurité entre ces derniers et Taïwan en 1979, la dépendance économique croissante de l'île par rapport à la Chine continentale, la fin du parti unique à Taïwan en 1986, l'émergence du Parti démocrate progressiste et l'alternance des deux forces politiques majeures, KMT et Parti démocrate au pouvoir, le débat centré autour de l'indépendance ou de l'autonomie.

Le dernier chapitre s'interroge sur « Route maritime de la soie ou expansion semi-coloniale outre-mer ? » (Chapitre 16, p. 328-353). En 2013, le président Xi Jinping lança son projet « une ceinture une route » devenu ensuite l'Initiative de la ceinture et de la route. Il s'agissait de relier la Chine à d'immenses régions proches par des projets « gagnant-gagnant » de développement. Organisée autour des deux routes terrestre (la ceinture) et maritime (la route), l'Initiative est devenue un axe majeur de la politique extérieure chinoise : en 2021, elle concernait près de 150 États regroupant les trois-quarts de la population mondiale. Au préalable, le projet supposait la transformation de Hainan en province, zone économique spéciale et base navale, mais aussi le développement de liens privilégiés avec Singapour. À l'origine, l'État de Singapour puisait ses origines non dans l'héritage chinois, mais dans celui des mondes indien et malais. Incorporée aux Indes néerlandaises dès 1684, puis passée sous domination britannique en 1817⁴, elle devint alors le point d'arrivée d'une massive émigration, pour l'essentiel chinoise.

Occupée brièvement par les Japonais de 1942 à 1945, revenue aux Britanniques en 1945, Singapour devint indépendante en 1963, au sein de la Malaisie, puis en tant qu'État de plein droit dès 1965. En 2024, l'État comptait 6 millions d'habitants, dont environ 75 % de Chinois, 10 % d'Indiens et 10 % de Malais. Singapour avait d'étroits liens avec la Chine nationaliste puis Taïwan, mais aussi avec la Chine populaire, notamment à partir des réformes de Deng Xiaoping : ainsi à travers l'ASEAN et l'APEC⁵. Cette coopération est commerciale : Singapour est le sixième partenaire de la Chine qui constitue à la fois son premier client et son premier fournisseur. Il est aussi financier, puisque Singapour apparaît comme la première destination des investisseurs chinois en Asie du Sud-Est. La coopération revêt une dimension militaire (accords de 2008 et 2019), qui a conduit Singapour à rompre en 2017 avec Taïwan. L'État-cité constitue un relais majeur dans la stratégie de la RPC.

La République populaire de Chine mise aujourd'hui sur une « route des Indes » inversée (p. 335). Avant même la stratégie dite des « colliers de perles », cette dernière s'appuie, depuis le XIX^e siècle, sur la force de ses diasporas, notamment en Asie du Sud-Est. Depuis 2001, les

⁴ D'abord gérée par la Compagnie des Indes anglaise, puis directement par la couronne britannique en 1867.

⁵ Coopération Économique pour l'Asie-Pacifique.



autorités chinoises ont abandonné le slogan « revenir et servir le pays » au profit de « servir le pays depuis l'étranger ». Dans les projets de la Chine, l'économie et le militaire sont imbriqués : la RPC a obtenu dès 2019, le droit d'accès pour trente ans à la base cambodgienne de Ream sur le golfe de Thaïlande. Depuis 2015, cette même Thaïlande est engagée dans une coopération militaire avec Pékin. La Birmanie constitue un autre pilier essentiel, permettant de contourner la dépendance de la Chine par rapport au détroit de Malacca. Elle a créé des bases, port de Kyaukpyu et sa zone de libre-échange près de la frontière du Bangladesh. Dans le pays amont, la Chine a conquis des positions significatives face à l'Inde (base sous-marine de Cox's Bazar, en 2023).

L'encerclement de l'Inde constitue un objectif non avoué de la route maritime de la Soie. Ceylan constitue un centre majeur, avec la construction du grand port, en eau profonde, de Hambantota concédé à la Chine pour 99% via China Merchant Port Holdings. Le Pakistan est l'allié historique de la Chine. En 2015, la Chine a obtenu la concession du port de Gwadar pour quarante ans. Il bénéficie d'un double positionnement stratégique : destination finale du corridor économique sino-pakistanaïse reliant Kachgar au Xinjiang à l'Océan Indien ; positionnement à 600 km seulement du détroit d'Ormuz. Il convient d'y ajouter Djibouti, devenu indépendant en 2013. La Chine est le premier partenaire économique des pays ayant investi dans le port de Doraleh et mis en œuvre, dès 2018, le chemin de fer Djibouti-Addis Abeba. La Chine y a aussi ouvert en 2017 une base militaire entre le port et la zone franche de Dorleah.

En Afrique, la Chine a misé sur le Kenya ; l'échec financier du chemin de fer Mombasa-Nairobi a contraint le pays à céder à son partenaire chinois les revenus du port de Mombasa. Néanmoins la Chine a réussi à se positionner comme partenaire stratégique du Soudan du Nord et de l'Égypte, grâce en particulier à COSCO. L'offensive chinoise s'est portée aussi vers l'Europe, en particulier la Grèce (COSCO actionnaire majoritaire du port du Pirée depuis 2016) et l'Italie (Gênes, Venise, toujours avec COSCO). Les intérêts maritimes chinois sont aussi présents en Belgique, aux Pays-Bas, en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, en Turquie et en France. De même la marine chinoise est présente en Algérie.

Plutôt que néo-colonialiste, la Chine se montre hégémonique, voire impérialiste en Afrique (pétrole d'Angola et du Nigeria, cuivre et lithium de République démocratique du Congo). De fait, le déficit commercial des pays d'Afrique et leur endettement envers la Chine n'ont cessé de s'aggraver. Depuis 2013, la Chine a acheté en Afrique plus de 12 millions d'hectares de terres cultivables (Afrique du Sud, Nigeria). La Chine est aussi présente par ses ventes d'armes. Cette puissance hégémonique se retrouve avec la tenue, tous les trois ans depuis 2024, du forum France-Afrique. Néanmoins, il convient de relativiser le poids de la Chine en Afrique : en 2022, 20% du commerce de la première avec la seconde ne représentait que 4 % du commerce extérieur total chinois.



Dans sa conclusion (p. 355-361), l'auteur rappelle que le vrai début de la colonisation chinoise date de la dynastie mandchoue. Les vraies frontières de la Chine sont celles des dix-huit provinces de l'époque Ming. Certes, à part Taïwan, il s'agissait dans le cas de la Chine d'un empire terrestre à la différence de ceux construits par les Européens.

Mais il existe d'autres empires coloniaux territorialement contigus de leur métropole, à l'instar de la Russie, voire des États-Unis. Comme la France avec l'Algérie, le Tibet, le Turkestan oriental et la Mongolie-Intérieure ont été déclarés parties intégrantes du territoire national. Officieusement, certains responsables nationalistes ou communistes ont reconnu le caractère colonial de ces politiques menées dans ces trois territoires, à l'instar de Hu Yaobang.

En définitive, la Chine a été un État colonialiste. Mais cette réalité n'exclut ni l'existence corrélatrice de la construction d'un État (*state building*) ni celle d'une nation multiethnique (*nation building*). Comme le montrent les historiens américains Jane Burbank et Frederick Cooper dans l'ouvrage *Les sociétés coloniales à l'âge des Empires* (Paris, La Découverte, 2012), l'histoire du colonialisme doit être réintégrée au sein de celle plus large de l'impérialisme et des empires dont il n'est que l'une des modalités⁶.

Malgré une prise en compte insuffisante des tendances nouvelles de l'historiographie des empires, l'ouvrage de F. Joyaux comporte une utile cartographie, une bonne bibliographie et un index des noms de lieux et de personnes.

Dominique Barjot

⁶ Jane Burbank et Frederick Cooper, "Conclusion : où en est l'histoire des sociétés coloniales ?" in Dominique Barjot (dir.), *Les sociétés coloniales à l'âge des empires des années 1850 aux années 1950*, Paris, CNED-SEDES, 2012, p. 340-353.